



Ministère du Partenariat avec les territoires et de la Décentralisation

Direction Régionale Environnement, Aménagement et Logement de la Nouvelle-Aquitaine

Marché de service

Objet du marché

RN10 – Aire de La Grolle – Nettoyage des sanitaires

Document unique valant

ACTE D'ENGAGEMENT-CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES N°2025-SDIT-DIRNB- 06

L'offre est établie sur la base des conditions économiques en vigueur le :
(à renseigner par le candidat : date de remise de l'offre ou de l'offre finale en cas de remises d'offres successives).

<i>Date du marché public</i>
<i>Minimum - Maximum</i>
Minimum : néant Maximum : 39 990 € H.T.
<i>Imputation</i>

(Réservé pour la mention d'exemplaire unique)

Code CPV : 90910000-9

Table des matières

Article 1 - IDENTIFICATION DES COCONTRACTANTS.....	3
1.1 Acheteur.....	3
1.2 Représentant de l'acheteur.....	3
1.3 Comptable public assignataire.....	3
1.4 Titulaire.....	3
Article 2 - OBJET DU MARCHÉ ET DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	4
Article 3 - EXECUTION DU MARCHÉ.....	5
3.1 Contenu des prestations.....	5
3.2 Moyens mis à disposition par la DIR.....	5
3.3 Contraintes d'exécution.....	6
3.4 Intervention d'urgence.....	6
3.5 Durée de validité de l'accord-cadre.....	6
3.6 Délai de réalisation des prestations.....	6
3.7 Préparation des prestations.....	6
3.8 Lieu d'exécution.....	6
Article 4 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ.....	6
4.1 Organisation de l'équipe technique.....	6
4.2 Obligations du titulaire.....	7
4.3 Clauses environnementales.....	7
4.4 Traitement de données à caractère personnel.....	7
4.5 Constatation de l'exécution des prestations.....	7
Article 5 - PENALITES.....	7
Article 6 - REGIME FINANCIER.....	8
6.1 Avances.....	8
6.2 Variation des prix.....	9
6.3 Modalités de facturation.....	9
6.4 Nantissement et cession du marché.....	10
Article 7 - REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	10
Article 8 - DISPOSITIONS DIVERSES.....	10
8.1 Sous traitance.....	10
8.2 Assurances.....	10
8.3 Résiliation.....	10
Article 9 - DEROGATIONS.....	10
Article 10 - SIGNATURES.....	11
Article 11 - Annexes.....	11

Article 1 - IDENTIFICATION DES COCONTRACTANTS

1.1 Acheteur

Ministère du Partenariat avec les territoires et de la Décentralisation

1.2 Représentant de l'acheteur

Monsieur le Directeur Régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle Aquitaine

1.3 Comptable public assignataire

Madame la Directrice Départementale des Finances Publiques de Haute Vienne
Service Dépenses
31 rue Montmailler
87000 Limoges

1.4 Titulaire

Le signataire, le mandataire, les membres du groupement (compléter un tableau par cocontractant) :

Identité du contractant 1

☐ Je soussigné
agissant en mon nom personnel ou pour le compte de la société

.....

Adresse postale

Téléphone

Adresse mail

Numéro d'identité SIRET ou SIREN

Identification bancaire

Compte ouvert au nom de
Domiciliation
Code banque
Code guichet
N° de compte
Clé RIB

Identité du contractant 2

☐ je soussigné
agissant en mon nom personnel ou pour le compte de la société

.....

Adresse postale

Téléphone

Adresse mail

Numéro d'identité SIRET ou SIREN

Identification bancaire

Compte ouvert au nom de
Domiciliation
Code banque
Code guichet
N° de compte
Clé RIB

:

Joindre autant de RIB (relevé d'identité bancaire) , que de comptes à créditer.

En cas de groupement préciser la nature du groupement :

- groupement solidaire ☐
- groupement conjoint ☐

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement conjoint sera solidaire pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur

Mon offre m' (nous) engage pour une durée de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.

Je (nous) m'engage (engageons), conformément aux clauses du présent document, à exécuter les prestations objet du présent marché aux conditions stipulées aux articles suivants conformément au cahier des charges n°2025-SDIT-DIRNB-06

Je (nous) m'engage (engageons) sans réserve à produire les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à 12 du CCP.

Dans le cas d'un groupement conjoint les prestations de chaque co-traitant sont réparties par nature des prestations et leurs montants respectifs.

Article 2 - OBJET DU MARCHÉ ET DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent accord-cadre à bons de commande, au sens de l'article R.2162-2 du Code de la commande publique (CCP) définit les prestations de nettoyage des sanitaires autonomes de type SANISPHERE

implantés sur l'aire de repos de la Grolle, située sur la commune de Touvérac (Charente, 16). Les prestations s'inscrivent dans le cadre du maintien en propreté et du bon fonctionnement des installations sanitaires accessibles au public.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG de fournitures courantes et de services, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- le présent document valant acte d'engagement et cahier des clauses particulières (AE-CCP), et ses éventuelles annexes,
- le bordereau des prix,
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié,
- le mémoire technique du titulaire
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

Article 3 - EXECUTION DU MARCHÉ

3.1 Contenu des prestations

Le titulaire devra assurer le nettoyage et la maintenance courante des sanitaires selon les modalités suivantes :

3.1.1 Fréquence et durée

- 1 passage par jour, réalisé le matin, **y compris les dimanches et jours fériés.**
- Durée estimée par intervention : environ 2 heures par personne, à raison de deux personnes affectées au nettoyage. Ces durées sont estimatives par rapport aux interventions actuelles de la DIRA et peuvent être d'adaptées par le prestataire et soumis à la validation du MOA

3.1.2 Prestations à réaliser à chaque passage

- Nettoyage complet des cabines et équipements : sols, murs, portes, vasques, urinoirs, abattants, poignées, miroirs.
- Nettoyage complets du reste des sanitaires : sols, murs, urinoires, lavabos.
- Désinfection avec produits adaptés (hors javel, acides forts, solvants ou abrasifs), non fournis par la DIR mais soumis à leur validation.
- Vidage des poubelles et remplacement des sacs.
- Effacement éventuel d'inscriptions ou de graffiti.
- Vérification du bon fonctionnement des équipements.
- Complément éventuel des consommables (papier toilette, savon) fournis par la DIR.
- Inscription de l'horaire de passage sur la fiche de suivi apposée à l'entrée de la structure.

3.1.3 Documents à produire

- Bon de passage déposé à chaque intervention dans le local technique ou à l'emplacement défini par la DIR.

3.2 Moyens mis à disposition par la DIR

- Stockage du matériel de nettoyage possible dans le local technique de l'aire. Une clé sera remise au prestataire.
- Fourniture des consommables (papier toilette, savon, sacs, eau...) exclusivement assurée par la DIR. Interdiction d'utiliser des produits non validés par la DIR.
- Vidange des cuves non prévue au marché.

3.3 Contraintes d'exécution

- Les interventions doivent être calées sur la présence du personnel DIR sur site (créneau du matin).
- Aucune deuxième intervention quotidienne n'est prévue, y compris en période de forte fréquentation.
- Le prestataire signalera immédiatement à la DIR toute anomalie ou dégradation constatée.

3.4 Intervention d'urgence

- Un prix spécifique devra être proposé pour les interventions d'urgence. Celles-ci seront déclenchées à la demande expresse de la DIR, en cas de situation exceptionnelle (sanitaires très sales, incident technique nécessitant un nettoyage immédiat, etc.).
- L'intervention devra avoir lieu dans un délai maximal de 2 heures suivant l'appel téléphonique ou le message électronique de la DIR. Une fiche d'intervention distincte devra être renseignée et transmise à l'issue de la prestation. Ces prestations seront comprise entre 7h et 21h et peuvent avoir lieu les jours fériés et les week-end.

3.5 Durée de validité de l'accord-cadre

La durée de validité du présent accord-cadre est de 6 mois.

Cette durée de validité démarre à compter de la notification du marché.

3.6 Délai de réalisation des prestations

Le délai d'exécution des prestations seront fixés par chaque bon de commande, soit sous forme de délai, soit sous forme de date limite d'exécution.

La durée pendant laquelle peuvent s'exécuter les bons de commande ne peut excéder la durée de validité de l'accord-cadre.

3.7 Préparation des prestations

Suite à la notification du titulaire, une réunion préparatoire sera organisée avec la DREAL Nouvelle-Aquitaine maître d'ouvrage et un ou des représentants de la DIRA.

Un bon de commande suivra cette réunion pour commencer les prestations.

3.8 Lieu d'exécution

Département de la Charente – Touverac – Aire de la Grolle

Article 4 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

4.1 Organisation de l'équipe technique

4.1.1 Mise en place de l'équipe technique

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée du marché, des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée au projet (représentant du titulaire et son équipe) laquelle figure dans son offre technique.

4.1.2 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de 15 jours (sauf accord dérogatoire entre les parties) à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des

prestations.

4.2 Obligations du titulaire

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Le titulaire met en oeuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire est tenu de mettre en oeuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

4.3 Clauses environnementales

Le mode de transmission par voie numérique des échanges et de l'envoi de document sera privilégié dans le cadre de la réalisation des prestations.

4.4 Traitement de données à caractère personnel

Pour l'exécution du marché, en cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le cas échéant, le titulaire apporte à l'acheteur, avant la mise en application du traitement, des garanties suffisantes quant à la mise en oeuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées. Il communique notamment à l'acheteur l'identité et les coordonnées (téléphone et mail) de son délégué à la protection des données (DPD).

Le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché.

4.5 Constatation de l'exécution des prestations

Les stipulations du CCAG de fournitures courantes et de services s'appliquent.

Article 5 - PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire. Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Par dérogations à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités journalières sont fixées ci-dessous.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités appliquées au titulaire ne peut excéder 30 % du montant total hors taxes du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG de fournitures courantes et de services, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Pénalité d'absence injustifiée d'intervention

Lorsqu'une intervention planifiée n'est pas réalisée du tout, et qu'aucun empêchement dûment justifié n'a été notifié au préalable : une pénalité forfaitaire de 10 € HT par absence constatée est appliquée.

Cette pénalité n'est pas applicable si il est question d'abandon de poste.

Pénalité de retard d'intervention d'urgence

Lorsqu'une intervention planifiée n'est pas réalisée du tout, et qu'aucun empêchement dûment justifié n'a été notifié au préalable : une pénalité forfaitaire de 10€ HT par absence constatée est appliquée.

Pénalité pour mauvaise exécution des prestations

Lorsque l'intervention est partielle, non conforme aux exigences du marché (cf. article 3.1.2) ou entachée de négligences manifestes (oubli de zones, absence de désinfection, nettoyage incomplet, poubelles non vidées...) : une pénalité de 10€ HT par passage, lorsqu'un manquement est constaté, est appliquée

Pénalité pour utilisation de produits non autorisés

L'utilisation de produits non validés par la DIR, ou explicitement interdits (ex. : javel, acides forts, solvants, abrasifs), entraîne : une pénalité forfaitaire de 20€ HT par utilisation constatée, sans préjudice d'un refus de la prestation ou de son rejet.

Article 6 - REGIME FINANCIER

6.1 Avances

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 20 000 € H.T. et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance. Son montant est fixé, sous réserve des dispositions de l'article R.2193-10 du CCP, à 30 % du montant initial TTC du bon de commande lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du CCP et à 20 % sinon.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 à 12 du CCP.

Entreprise unique

Le titulaire désigné ci-devant :

- ☐ refuse de percevoir l'avance prévue ci-dessus.
- ☐ ne refuse pas de percevoir l'avance prévue ci-dessus.

Groupeement solidaire

Les membres du groupeement désignés ci-devant :

- ☐ refusent de percevoir l'avance prévue ci-dessus.
- ☐ ne refusent pas de percevoir l'avance prévue ci-dessus.

Groupement conjoint

Co-traitant 1 :

- ☐ refuse de percevoir l'avance prévue ci-dessus.
- ☐ ne refuse pas de percevoir l'avance prévue ci-dessus.

Co-traitant 2

- ☐ refuse de percevoir l'avance prévue ci-dessus.
- ☐ ne refuse pas de percevoir l'avance prévue ci-dessus.

6.2 Variation des prix

Les prix sont fermes actualisables

Les prix du marché sont établis sur la base des conditions économiques de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre.

Le prix ferme sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des prestations.

Cette actualisation est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient d'actualisation

(C1) donne par la formule :

$$C1 = \frac{I_m - I_0}{I_0} - 3$$

dans laquelle :

- I_0 : index du mois m_0 (mois de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre.) ;
- $I_m - 3$: index du mois antérieur de trois mois au mois « m » contractuel de commencement d'exécution des prestations.

Ce mois « m » est celui de l'accusé de réception par le titulaire de l'acte portant commencement d'exécution des prestations

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index national **ING – Ingénierie** publié sur le site internet de l'INSEE

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

6.3 Modalités de facturation

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Pour les bons de commandes qui ont une durée supérieure à un mois, les factures seront mensuelles.

7.3.1 Facturation sous forme électronique

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, outre les autres mentions prévues à l'article 1 du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, les informations suivantes :

- Le numéro de marché,
- Le numéro de SIRET du maître d'œuvre,
- Le code du service exécutant de la dépense qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché,
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché.

Le délai global de paiement de la facture est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

6.4 Nantissement et cession du marché

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues à l'article R.2191-45 à 62 du CCP. Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché public.

Article 7 - REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Sans objet.

Article 8 - DISPOSITIONS DIVERSES

8.1 Sous traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

8.2 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Par dérogation à l'article 9-2 du CCAG de fournitures courantes et de services, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances avant la notification du marché.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

8.3 Résiliation

Les stipulations du CCAG de fournitures courantes et de services sont applicables

Article 9 - DEROGATIONS

L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG

L'article 5 déroge à l'article 14.1.1 du CCAG, et à l'article 14.1.2 du CCAG
L'article 5 déroge à l'article 14.3 du CCAG
L'article 9.2 déroge à l'article 9.2 du CCAG.

Article 10 - SIGNATURES

A
Le

A
Le

signature du titulaire

signature du représentant
du pouvoir adjudicateur

**Annexe à l'acte d'engagement en cas de groupement
conjoint**

**Ventilations des prestations exécutées par chacun des
cotraitants
et leurs rémunérations correspondantes**

Mandataire	Nature des prestations	Montants hors taxe des prestations	Montants TTC des prestations
co_traitant 2	Nature des prestations	Montants hors taxe des prestations	Montants TTC des prestations
Co-traitant 3	Nature des prestations	Montants hors taxe des prestations	Montants TTC des prestations

Annexe : Notice d'entretien des toilettes sèches



Entretien régulier de la cabine des toilettes

- Nettoyer le dessus de la cuvette et plus généralement les parties blanches (plastique polyester) du siège des toilettes.



Exemple d'une cabine présente sur l'aire

- Inutile de nettoyer l'intérieur du tuyau de descente noir (cuvette des toilettes) qui est maintenu dans l'ombre du fait de l'éclairage, près du sol, dans la cabine.
- Nettoyer le sol de la cabine des toilettes. (ne pas utiliser de javel ni d'acides forts, de solvants, crèmes ou aérosols, ou autres neoyants abrasifs)
- En cas de graffitis, les nettoyer rapidement (pour dissuader l'arrivée de nouveaux graffis).
- Pour conserver la finition de surface de l'inox, il est recommandé un entretien régulier avec des produits spécialisés. A défaut, vous pouvez utiliser de l'eau savonneuse (ne pas utiliser de javel ni d'acides forts, de solvants, crèmes ou aérosols, ou autres nettoyants abrasifs). Bien rincer et sécher avec un chiffon propre.
- Eviter de vider brutalement une grande quantité d'eau dans les toilettes.
- L'utilisation de moyen de nettoyage type « KARCHER » est possible. Toutefois, il convient de ne pas dépasser une pression de 12 bars afin de ne pas endommager la cabine sur le long terme

- de 8 cabines toilettes dont 2 pour personnes en situation de handicap (4 hommes + 4 femmes) ;
- de 2 urinoires ;
- d'un lavabo à l'entrée
- d'un local technique.





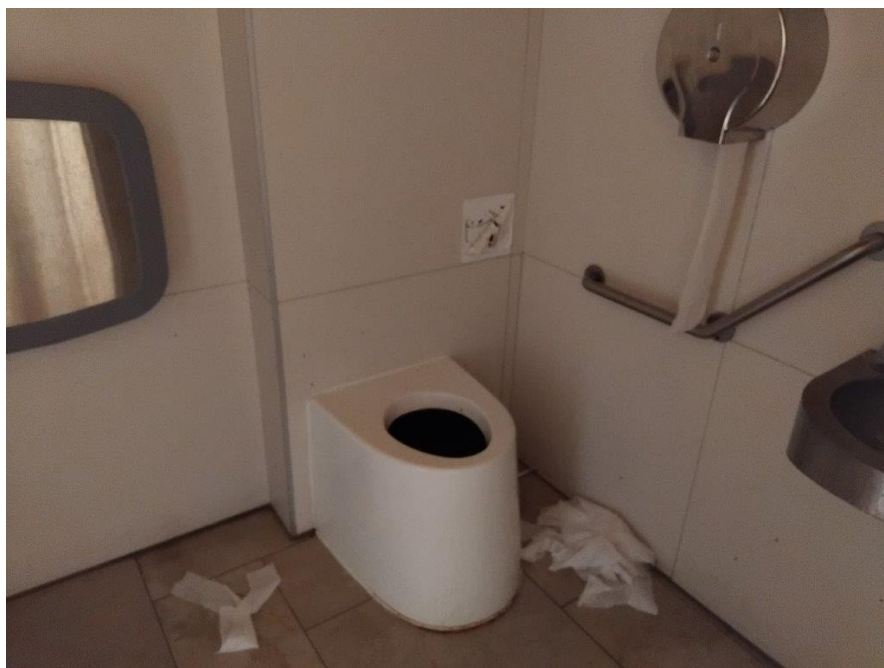
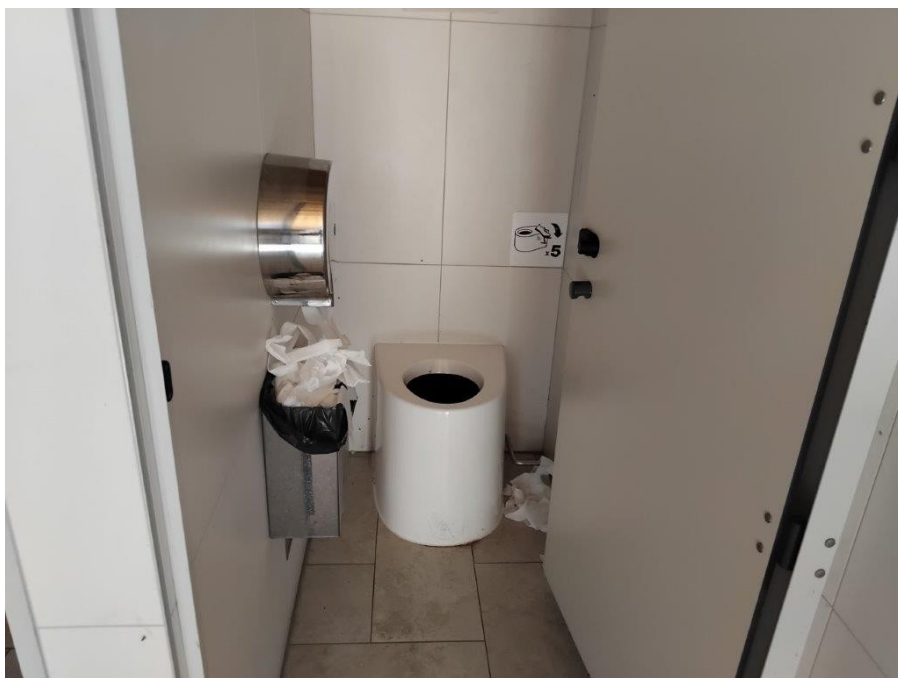
Photo du local technique



Photo d'une poubelle intérieure.



Exemple d'autocollants pouvant se trouver sur site.



Exemple de cabine sale.